

POLITIQUE MONÉTAIRE

Pas de compromis sur la croissance malgré les pressions inflationnistes

LE COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE SE RÉUNIT CE MERCREDI. COMPTE TENU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE, IL DEVRAIT LAISSER LE TAUX REPO INCHANGÉ.

RIDHWAN AUKAULO



AMIT BAKHIRTA
(CEO D'ANNEAU)



DR TAKESH LUCHKO
(ÉCONOMISTE)

OUTIL indispensable de la politique monétaire, le taux directeur est le taux d'intérêt fixé par la Banque centrale d'un pays pour les prêts qu'elle accorde aux banques commerciales contre des titres mis en garantie. Dans un second temps, le taux directeur influence le taux d'intérêt des prêts que les banques proposent aux ménages et entreprises. Dans un scénario où l'inflation est trop élevée comme c'est le cas actuellement, la Banque centrale peut augmenter le taux directeur, ce qui entraînera une hausse du taux d'intérêt des banques commerciales pour les emprunts. Avec moins de prêts de par l'augmentation du coût du crédit, l'investissement et la consommation ralentissent, ce qui freine alors le rythme de la hausse des prix.

Cela dit, quelle devrait être la posture du comité de politique monétaire (CPM) qui se réunit ce mercredi ? Clairement, ses membres devraient opter pour la prudence car d'une part, les risques sur la croissance sont réels et, de l'autre, il y a une forte pression inflationniste.

De l'avis du Dr Takesh Luchko, il n'y aura pas de nouvelle baisse du taux directeur qui est « déjà à son niveau le plus bas depuis l'introduction du mécanisme de la politique monétaire (1,85 %) ». Avec l'inflation globale qui tourne autour de 2,2 % à juin 2021 par rapport à la même période en 2020, l'économiste estime que la priorité du gouvernement reste la reprise économique avec une croissance de 5,4 % attendue d'ici à la fin de l'année. En s'appuyant sur les récents indicateurs macroéconomiques et la politique actuelle du pouvoir, il estime qu'il n'y a « aucune urgence pour une hausse du taux directeur et qu'il est fort probable



que le MPC choisisse le statu quo ». Le CEO d'Anneau, Amit Bakhirta, partage le même sentiment. Avec une contraction de 8,7 % au premier trimestre et un taux d'inflation qui a déjà atteint 6 % en glissement annuel, il affirme que « le CPM est susceptible de maintenir sa politique monétaire accommodante pour soutenir la reprise économique ».

CYCLES DE CRISE

Il faut savoir que le taux directeur était à son plus haut niveau en janvier 2008. Puis est venue la crise économique. Et depuis, les autorités monétaires n'ont eu de cesse d'assouplir la politique monétaire. Après plus de dix ans de croissance relativement faible, couplée à des « pressions inflationnistes homoncles, mais constantes » – dit Amit Bakhirta –, Maurice s'est retrouvé face à un environnement de taux d'intérêt toujours bas jusqu'en janvier 2020, quand le taux directeur

était à 3,35 %. Est alors survenue la pandémie, ce qui a poussé la Banque de Maurice à réagir rapidement pour abaisser le taux directeur à son niveau le plus bas, soit à 1,85 %.

Même si l'expert financier est d'avis que cette baisse aurait pu être accentuée jusqu'à 0,85 %, il reconnaît que l'objectif visé a eu « l'impact souhaité lorsque l'on analyse le résultat sur la masse monétaire, et donc le passif de la monnaie au sens large (+18,8 % sur un an à partir de juin 2021) et la vélocité de la monnaie ». Cependant, il fait ressortir que la dynamique actuelle de l'économie a été « inférieure à la normale en raison de blocages et de la restructuration des bilans dans le secteur privé ». Il est rejoint par le Dr Takesh Luchko qui observe que « l'effet multiplicateur d'une baisse dans le taux directeur dépend beaucoup de la conjoncture économique actuelle du pays ».

Ainsi, si la confiance des consommateurs dans l'économie est en berne, les activités commerciales seront stagnantes. Avec très peu de retours sur investissement, les investisseurs seront alors découragés malgré les emprunts disponibles à un faible taux d'intérêt. Pour contrer cela, il estime que le Trésor public doit venir de l'avant avec des mesures complémentaires pour appuyer la décision de la Banque centrale.

Et Amit Bakhirta de conclure que pour une reprise économique plus forte, il faut que « les mécanismes de transmission de la politique monétaire restent accommodants, mais il faut également que le crédit sous-jacent en découle soit utilisé de manière productive en vue de soutenir la croissance ».